

Le Conseil d'Administration de l'Université réuni en formation plénière le 19 décembre 2025

## DÉLIBÉRATION – CA-2025-FINANCES-82

RENDUE EXÉCUTOIRE LE : **16 JAN. 2026**

Date de transmission : **16 JAN. 2026**

Date de réception rectorat : **16 JAN. 2026**

UNIVERSITÉ PARIS-EST CRETEIL VAL DE MARNE - UPEC

Direction des Affaires Juridiques et Générales

61, Avenue du Général de Gaulle

94010 CRETEIL Cedex

Tél. : 01.45.17.10.31

## PORTANT APPROBATION DU BUDGET INITIAL POUR L'ANNÉE 2026

- VU le code de l'éducation ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 202 et 210 à 214 ;
- VU l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes ;
- VU les statuts de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC) approuvés par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 14 novembre 1985, dans leur version issue des modifications approuvées en conseil d'administration du 24 novembre 2023 ;
- VU la délibération CA-2025-ÉLECTION-UPEC-65 en date du 3 octobre 2025 par laquelle le Conseil d'administration a élu Madame Karine Bergès à la présidence de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC) ;
- VU l'avis favorable de la commission des moyens de l'UPEC en date du 17 décembre 2025 ;
- VU les annexes adossées à la présente délibération ;

Le Conseil d'administration de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC), après en avoir délibéré, décide :

### ARTICLE 1 :

Le Conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 3 157 ETPT dont :
  - 2 596 ETPT sous plafond État
  - et 561 ETPT financés hors SCSP
- 336 378 234 € autorisations d'engagement dont :
  - 255 770 184 € personnel
  - 63 155 832 € fonctionnement
  - 17 452 218 € investissement
- 324 933 259 € crédits de paiement dont :
  - 255 770 184 € personnel
  - 50 770 353 € fonctionnement
  - 18 392 722 € investissement
- 314 233 751 € prévisions de recettes
- 10 699 508 € de solde budgétaire

Le Conseil d'Administration de l'Université réuni en formation plénière le 19 décembre 2025

## ARTICLE 2 :

Le Conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- 6 999 508 € de variation de trésorerie
- 4 040 380 € de résultat patrimonial
- 4 023 254 € de capacité d'autofinancement
- 781 099 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont annexés à la présente délibération.

## ARTICLE 3 :

La présente délibération sera transmise au Recteur Chancelier des Universités. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC).

La directrice générale des services et l'agente comptable sont en charge d'exécuter la présente délibération.

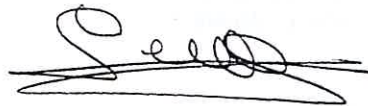
Fait à Créteil, le 19 décembre 2025

Le Vice-Président du Conseil d'Administration



Amílcar BERNARDINO

La Présidente de l'Université



Karine BERGÈS

*Le Conseil d'Administration de l'Université réuni en formation plénière le 19 décembre 2025*

<b>Nombre de membres constituant le conseil : 33</b>	<b>DÉCOMPTE DES VOIX</b>
<b>Nombre de membres en exercice : 32</b>	Votants : 28
<b>Quorum : 17</b>	<b>Votes exprimés : 28</b>
Membres présents : 19	<b>Pour : 20</b>
Membres représentés : 9	Contre : 6
<b>Total des membres présents et représentés : 28</b>	Abstentions : 2

**Modalités de recours** : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Recteur d'académie.

Créteil, le 1er décembre 2025

## Conseil d'administration du 19 décembre 2025

---

# **Note de l'ordonnateur sur le budget initial 2026**

Après plusieurs années d'efforts de l'ensemble des personnels de l'Université pour maîtriser la progression de la masse salariale ainsi que les dépenses de fonctionnement, afin de faire face à l'augmentation des charges pesant sur notre établissement, l'année 2026 devait marquer un retour à l'équilibre conformément à la trajectoire du PREF (Plan de Retour à l'Équilibre Financier) voté en 2024.

Cependant, cette fin d'année 2025 est marquée par de fortes incertitudes politiques et budgétaires. L'année 2026 s'annonce encore difficile en raison des nouvelles contraintes budgétaires imposées par l'État et des choix financiers qui en découlent pour les universités.

Les annonces budgétaires récentes fragilisent de nouveau les établissements d'enseignement supérieur, dont l'UPEC, qui ne peut plus absorber des dépenses supplémentaires sans compensation. L'absence de compensation des mesures sociales continue de peser sur notre masse salariale. Pour notre université, les nouvelles mesures salariales décidées par le gouvernement cette année représentent un surcoût de plus de 4 M€ sur la masse salariale en 2025. Pour le budget initial 2026, ce surcoût sera encore de 3,2 M€, compensés seulement à 40 %, liés notamment à l'augmentation de 4 points du CAS pension. À cela s'ajoute le coût de la complémentaire santé obligatoire, estimé à 0,8 M€, qui viendra encore réduire les marges de manœuvre nécessaires à l'exercice de nos missions.

Par ailleurs, à la demande de la DGESIP, la construction budgétaire 2026 a dû être réalisée à partir de la notification intermédiaire de la SCSP (Subvention pour Charge de Service Public), en excluant les actions spécifiques, pour un total de 5 M€.

Le budget 2026 proposé repose ainsi sur une nouvelle maîtrise rigoureuse des dépenses de fonctionnement et de masse salariale. S'il s'inscrit dans la trajectoire définie par le PREF, il demeure fortement impacté par ces éléments nouveaux. Néanmoins, il a été décidé de ne retirer des actions spécifiques financées que le COMP (Contrat d'Objectifs, Moyens et Performance), les autres étant considérées, pour l'essentiel, comme pérennes.

En conséquence, le budget prévisionnel 2026 intègre l'ensemble des restrictions nécessaires afin de rester conforme au PREF voté, à l'exception des hausses liées au CAS pension et à la complémentaire santé. Le compte de résultat 2025 nous permettra de construire et vous proposer un budget rectificatif en Juillet que nous espérons plus optimiste.

Au vu de ces différents éléments, la traduction financière synthétique du budget initial est la suivante :

**\* En analyse budgétaire :**

Solde budgétaire	- 10,7 M€
Prélèvement sur trésorerie	- 7M€
Niveau de la trésorerie	+ 53,6 M€

**\* En analyse patrimoniale :**

Résultat prévisionnel	- 4 M€
Capacité d'autofinancement	+ 4 M€
Augmentation du FDR	+ 0,8M€

Dans les pages qui suivent, les administrateurs trouveront, au titre de la note de présentation, une analyse plus détaillée des prévisions du budget initial 2026, et leur impact sur l'équilibre financier et la soutenabilité budgétaire de l'établissement.

Karine Bergès

Amilcar Bernardino

## Table des matières

### **1 – Etat et analyse des recettes et dépenses**

1.1 Evolutions des recettes budgétaires.....	7
1.2 Evolutions des dépenses budgétaires et du plafond d’emplois .....	9
1.2.1 Dépenses de masse salariale et plafond d’emplois .....	10
1.2.1.1 Eléments de variation de la masse salariale .....	10
1.2.1.2 Niveau du plafond d’emplois .....	11
1.2.2 Dépenses de fonctionnement .....	11
1.2.3 Dépenses d’investissement .....	12

### **2 – Impact des évolutions sur l’équilibre financier et la soutenabilité budgétaire**

2.1 Variations de l’équilibre financier .....	15
2.1.1 Solde budgétaire .....	15
2.1.2 Opérations non budgétaires .....	16
2.1.3 Variation de trésorerie .....	16
2.2 Analyse de la soutenabilité financière .....	17
2.2.1 Résultat .....	17
2.2.1.1 Les produits et les charges donnant lieu à encaissement ou décaissement.....	18
2.2.1.2 Les produits et les charges dits calculés, car ne donnant pas lieu à encaissement ou décaissement.....	19
2.2.2 CAF .....	20
2.2.3 Fonds de roulement.....	21

## 1 – Etat et analyse des recettes et dépenses

Ce budget initial se caractérise par une **prévision d'encaissement de recettes à 314, 2M€** et de **dépenses à hauteur de 336,4M€ en AE** et **324,9M€ en CP**.

### 1.1 Evolutions des recettes budgétaires

Les prévisions de recettes s'établissent à 314,2M€, contre 326M€ au budget rectificatif (BR) 2025, soit une diminution de **-3,65%**.

Il convient de rappeler que les prévisions de recettes sont établies sur la base des recettes attendues et de leur rythme de facturation et encaissement.

La **subvention pour charges de service public** (231,3 M€) diminue de - 0,8 % par rapport au BR 2025 (-1,85 M€). Compte tenu du contexte politique et économique national, cette prévision est établie à partir du montant issu de la dernière notification intermédiaire, majoré de 40 % de la prévision du CAS pension (3,2 M€), soit 1,3 M€ pour couvrir les dépenses de la contribution des employeurs à la pension retraite des fonctionnaires au compte d'affectation spéciale, le CAS pension, ainsi que la protection sociale complémentaire (PSC), et minoré de l'ensemble des actions spécifiques (-5 M€).

Il est à noter que, dans la dernière notification, la subvention intègre les éléments suivants :

En M€	Notification intermédiaire 2025
<b>Subvention pour charges de service public</b>	<b>230,5</b>
Masse salariale	209,6
Masse salariale-actions spécifiques	2,1
<b>SS total Masse salariale</b>	<b>211,7</b>
Fonctionnement	14,4
Compensation des exonérations de droits d'inscription	2,4
Fonctionnement-actions spécifiques	3,0
<i>dont loyer Pyramide et IUT</i>	2,2
<b>SS total Fonctionnement</b>	<b>19,8</b>

*Le décret GBCP du 7 déc. 2012, introduit les notions de recettes « globalisées » et « fléchées » :*

*Les recettes sont globalisées par principe, elles n'ont pas d'utilisation prédéterminée (Exemple : la subvention pour charges de service public).*

*Les recettes fléchées sont des recettes ayant une utilisation prédéterminée par le financeur, destinées à des dépenses explicitement identifiées (potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement).*

*En 2024, l'UPEC a fait le choix de déterminer un périmètre de recettes « fléchées » et de les suivre.*

*Les catégories de ressources classifiées en « recettes fléchées » ont comme premier critère un **montant nominal de financement supérieur ou égal à 1M€** et liées :*

- *à des contrats de recherche*
- *à des projets pluriannuelles d'investissement (portées par la Direction du patrimoine)*
- *à des contrats d'enseignement*

Parmi les autres variations de prévisions de recettes, figurent également pour **82,9M€**, les **ressources propres (-10,2M€)** :

- Des **financements publics** sont prévus à hauteur de 27,1M€, dont 17 M€ sur des opérations de recherche, 0,4 M€ sur des opérations d'investissement (travaux patrimoine) et 6,7M€ sur des contrats d'enseignement. Y sont inclus : les recettes du projet CMQ SANTE (0,8M€), du projet AURORA (0,8M€), du projet Space IDF (0,5M€), du projet CAPE-EU (0,5M€), du projet ERGO (0,7M€) , du projet KINE (0,8M€), du projet ETUD MENTOR (0,2M€) , du projet CMQ IMA CRETEI (0,1M€) et du projet ERASME (1,8M€) .

Le reste (3M€) se répartit entre des financements publics issus des collectivités ou de départements pour des prestations de recherches et divers dispositifs (Chaire Handicap, Erasmus +, etc..)

Ces autres financements publics diminuent de -6,4M€ par rapport

au BR 2025.

- Des **autres financements de l'Etat** d'un montant de 6M€ correspondant essentiellement,
  - o d'une part, aux financements reçus pour les projets d'investissement dans le cadre du CPER 2015/2020 (3,8M€);
  - o et d'autre part, aux premiers versements attendus au titre du CPER 2021 /2027 (0,5M€).

Le reste (2,1 M€) se répartit entre la subvention versée par le ministère de la Santé et de la Prévention pour les indemnisations des maîtres de stage de la faculté de Santé (1,1 M€), les financements destinés aux travaux du patrimoine (0,7 M€, tels que le projet « Plan baignade »), et enfin 0,3 M€ correspondant à un ensemble de petits contrats tels que LDAR-VE NEQA / LIRTES-VE NEQA, la convention Prépas Talents du Service Public et CORDÉES MCSA ...

Ces recettes sont en hausse de 2,4M€ par rapport au BR 2025

- Les autres **ressources propres** (47M€), comprennent les ressources de la formation par apprentissage (29,7M€), de la formation continue, des diplômes propres et de la VAE (6,3 M€), les droits d'inscription (5,5 M€), les contrats de recherche hors subventions publiques (1,6 M€), la taxe d'apprentissage (1 M€), ainsi que les autres recettes de prestations (2,7M€ qui incluent les mises à dispositions de personnels, le FIPHFP, le CROUS, refacturations des IFSI, les mises à disposition des locaux ... ).

Les prévisions de ressources montrent une baisse de -6,2 M€ par rapport au BR 2025, principalement portée par la diminution des recettes attendues des contrats et prestations de recherche hors ANR (-4,5M€) et des recettes prévues pour la formation continue (-2,5 M€). Cette baisse est toutefois atténuée par la hausse des recettes provenant des droits d'inscription (+0,9 M€).

- La prévision de la CVEC s'établit à 2,8M€ (+0,1M€ rapport au BR 25).

Malgré la baisse des prévisions de recettes budgétaires, la diminution plus marquée des prévisions de dépenses budgétaires conduit à une amélioration du solde budgétaire, par rapport au BR 2025.

## 1.2 Evolutions des dépenses budgétaires et du plafond d'emplois

Il est rappelé que les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice (engagements

juridiques fermes) et les crédits de paiement constituant la limite supérieure des dépenses pouvant être payées sur l'exercice (décaissements).

Les prévisions de dépenses s'établissent globalement en autorisation d'engagement à 336,4M€ (contre 344,4M€ au BR 2025) et à 324,9M€ de crédit de paiement (contre 351,5M€ au BR 2025), soit -2% de variation en AE (-8M€) et -8% en CP (-26,6M€).

### 1.2.1 Dépenses de masse salariale et plafond d'emplois

#### 1.2.1.1 Eléments de variation de la masse salariale

Les dépenses de personnel de l'établissement représentent 255,77M€ d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement (76% des dépenses en AE et 79% des dépenses en CP), contre 250,4M€ au BR 2025, **soit + 2% de variation (+5,4M€)**.

Elles se répartissent entre :

- **221,44 M€ de dépenses de personnels titulaires et contractuels** de l'établissement (hors financements sur contrats).
- **6 M€ de dépenses financées sur contrats** (personnels contractuels sur contrats de recherche ou de formation)  
Il est rappelé que cette dernière est sans effet sur le résultat dans la mesure où les dépenses sont couvertes par les financements des contrats.
- **28,33 M€ de dépenses en heures complémentaires**, vacances d'enseignement et administratives, ainsi que les œuvres sociales.  
Ces dépenses sont estimées dans les budgets des composantes et des directions centrales.

#### Les quatre facteurs marquants sur l'enveloppe masse salariale :

-Augmentation du CAS PENSION de +4%.

- o *Le CAS PENSION correspond au taux de contribution des employeurs à la pension retraite des fonctionnaires au Compte d'Affectation Spéciale.*
- Protection Sociale Complémentaire (PSC) estimé à **+0,8M€**.
- Dissolution de la COMUE estimé à **+0,6M€**.
- L'impact du GVT **(1,8M€)**.

### 1.2.1.2 Niveau du plafond d'emplois

Le plafond d'autorisations d'emplois soumis au vote du conseil d'administration lors de la présentation du budget correspond au nombre d'emplois qu'il est prévu de rémunérer sur l'exercice en équivalent temps plein travaillé - ETPT (effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents et leur période d'activité dans l'année).

Il est rappelé que les emplois sous plafond de l'État sont financés par la subvention pour charges de service public (plafond 1) et les emplois hors plafond d'État sur des ressources propres de l'Upec (plafond 2).

Le plafond global voté dans le cadre du budget initial 2025 s'élevait à 2 990 postes équivalent temps plein travaillé dont 2 598 sur la SCSP.

Au cours de l'année 2025, le nombre d'emplois créés a été de 23 :

- -2 sur la SCSP, le plafond d'emplois notifié a diminué passant de 2598 à 2 596 (notification initiale de 2025) et concernent les révisions des effectifs de médecine. Ces éléments n'étaient pas encore connus lors du vote du BI 2025 ;
- +25 sur les ressources de l'établissement dont 24 financés par les grands projets et 1 financé sur le budget de l'UPEC.

A ces emplois créés (au fil de l'eau) en 2025, s'ajoutent les emplois créés dans le cadre de la campagne d'emplois 2026 votée par le conseil d'administration en octobre 2025. Il s'agit de :

- 32 emplois de Biatss dont 14 sont financés soit par des recettes spécifiques (Contrat d'objectif de moyens et de performances (COMP) ; conventions avec des partenaires externes (CPAM, région ile de France), programmes (université inclusive, Orracle)), soit par les recettes propres de l'UPEC (formation continue, apprentissage, contrats de recherche, etc...).
- 3 postes d'enseignants/enseignants chercheurs financés par le budget de l'UPEC, sans qu'à ce jour le plafond d'emplois notifié par le ministère soit relevé.

Aussi il est proposé de porter le plafond d'emplois à 3157 ETPT se décomposant comme suit :

- 2 596 ETPT en plafond d'emplois Etat. Ce chiffre est susceptible d'évoluer dès réception de la notification définitive 2025 ou de la notification initiale 2026.
- 561 ETPT en plafond d'emplois sur ressources propres.

### 1.2.2 Dépenses de fonctionnement

Les enveloppes de fonctionnement sont arrêtées à 63,1 M€ en AE et

50,8M€ en CP, représentant respectivement 19% et 16% des dépenses du budget 2026 respectivement en AE et CP.

**La variation représente -7,7M€ d'autorisations d'engagement et -13,5M€ M€ de crédits de paiement par rapport au budget rectificatif 2025, et +9,1M€ au regard du compte financier 2024 en AE et +2,3M€ en CP.**

La variation en AE et CP des prévisions de dépenses de fonctionnement par rapport au BR 25 s'explique notamment par :

- L'inscription des crédits au titre des grands projets (4,1M€ en AE et 3,6 M€ en CP) qui représente une baisse de -4,6M€ et -5,1M€ respectivement AE et CP ;
- Les prévisions de dépenses des projets de recherche en baisse (AE/CP) de -2M€ et -3,2M€ ;
- -2,8M€ en AE et -3M€ en CP sur les dépenses de fonctionnement relatives à la formation initiale et continue ;
- Les prévisions de dépenses liées à la logistique et aux bâtiments, qui se traduisent par +1,9 M€ en AE et -1 M€ en CP.

### 1.2.3 Dépenses d'investissement

Les crédits d'investissement s'élèvent à **17,4 M€** en AE et **18,4 M€** en CP (soit respectivement **5%** et **6%** des dépenses du budget 2026). Les AE enregistrent une baisse par rapport au budget rectificatif 2025 (**-5,7 M€**). Les CP suivent la même tendance, avec une diminution plus marquée (**-18,4M€**).

Ce poste traduit :

Des dépenses de travaux de maintenance, dont les opérations pluriannuelles de travaux et de restructuration, pour un montant de 8,9 M€ en AE et 10,8 M€ en CP (dont les opérations pluriannuelles qui s'élèvent à 6,6 M€ en AE et 9,5 M€ en CP, détaillées ci-après).

- L'enveloppe inscrite pour l'ensemble des projets pluriannuels informatiques, à hauteur de 2M€ en AE et 1M€ en CP :

- dont 1,4M€ en AE et 0,6 € en CP dédiés aux projets de maintenance et évolution technologique - renouvellement des solutions de stockage pour les laboratoires de recherche, l'équipement audiovisuel du BRB, les bornes Wifi, la mise en place de nouveaux systèmes d'information métier -SI Patrimoine, le Guichet Unique, le projet IDENTITE, etc...-
- et 0,6M€ en AE et 0,4€ en CP pour d'autres dépenses divers (achat d'équipements informatiques, audiovisuel...)
  
- Des dépenses concernant les grands projets transverses, pour ces projets pluriannuels, s'élèvent à 0,8 M€ en AE et en CP, réparties comme suit :0,5M€ pour CMQ BAT, 0,1M€ pour ERASME, 0,1M€ pour COOKINUM, 0,05 M€ pour CMQ SANTÉ et 0,02 M€ pour SPACE IDF.
  
- Des dépenses qui s'élèvent à 4,3M€ en AE et CP en lien avec de nouveaux projets de recherche en cours de contractualisation.
  
- Une enveloppe de 1 M€ en AE et CP dédiée à la formation initiale et continue (notamment pour divers projets de réinstallation et de modernisation des salles informatiques et des amphithéâtres dans les composantes ainsi que de l'acquisition de matériels pédagogiques - audiovisuels, matériels scientifiques pour le TP... ).

L'écart de variation entre les AE et les CP (respectivement -2,4 M€ et -13,8 M€) trouve son origine dans les projets financés dans le cadre des CPER et du plan de relance. Les marchés ayant été notifiés avant 2025, les décaissements associés suivent le calendrier de livraison des travaux.

Les principaux impacts de ce budget dans le cadre des projets immobiliers concernent :

Dépenses en K€ - Variation BI 2026/ BR 2025			
Projets immobiliers -Variations en (k€)	AE	CP	Commentaires
Restructuration de l'étanchéité de la dalle	- 1 275	- 3 739	CPER 2015 - 2020 AE et CP : Reprise du chantier à l'été 2024 après une période de suspension liée à un litige en 2023 – décalage du calendrier des travaux, réalisés en 2025. Diminution des AE et CP pour l'année 2026 suite à la fin du projet.
Médecine - restructuration	- 1 885	- 7 282	CPER 2015 - 2020 AE: majorité des marchés de travaux notifiés avant 2023 CP : décaissements lissés
Médecine construction d'un bâtiment pour la recherche biomédicale	- 792	- 1 553	CPER 2015 - 2020 AE : Majorité des marchés de travaux notifiés avant 2023. CP : Décalage du calendrier des travaux. Fin de projet : réception du premier et du deuxième étage ; les travaux du troisième étage seront reportés sur un autre PFI.
Réorganisation des locaux du Bât P	- 71	- 360	AE: Reprise des travaux en 2024 - Décalage du calendrier de travaux CP : Décalage du calendrier de travaux
Rénovation énergétique clos et couvert Maison des étudiants Campus Centre	- 315	- 429	Plan de relance AE: Totalité des marchés notifiés CP : décaissements lissés
Rénovation énergétique clos et couvert Amphithéâtres Campus Centre	137	10	Plan de relance AE: Totalité des marchés notifiés CP : décaissements lissés
Rénovation énergétique clos et couvert BU Campus Centre	133	- 583	Plan de relance Projet achevé en 2024. Reste d'AE et de CP à consommer.
Création du campus des métiers de la santé et IUT Chérioux Vitry s/ Seine	400	100	CPER 2021/2027 AE : lancement des premiers marchés CP : décaissements au regard de la prévision de réalisation
Création du campus Recherche Santé et Innovation Fontainebleau Caserne Damesme	1 470	161	CPER 2021/2027 AE : lancement des premiers marchés CP : décaissements au regard de la prévision de réalisation
Ilôt Jacquard	280	180	Lancement des premières études pour initier le projet.
Rénovation énergétique et ADAP Bonneuil	- 550	- 150	Pas d'engagement pour 2026 et consommation de CP liée aux engagements des années antérieures.
Autres projets	-	- 116	AE: Quasi totalité des marchés notifiés CP : Décaissement lissés
<b>TOTAL</b>	<b>-2 467</b>	<b>-13 878</b>	

Pour l'ensemble des dépenses, le montant des restes à payer aux 31/12/2026 s'élèvera à 64,3 M€ (contre 52,9 M€ au 31/12/25) en raison des autorisations d'engagement à portée pluriannuelle (renouvellement de marchés). Ce décalage se situe principalement sur les travaux relatifs au patrimoine, puisque certains projets qui ont déjà fait l'objet d'engagement les années précédentes, arrivent à leur terme en 2026, avec des paiements sur les dernières réalisations telles que le projet de la dalle, la restructuration de la fac de Santé et l'aménagement du BRB.

## 2 – Impact des évolutions sur l'équilibre financier et la soutenabilité budgétaire

### 2.1 Variations de l'équilibre financier

#### 2.1.1 Solde budgétaire

Le **solde budgétaire (SB)** prévisionnel de l'exercice, qui représente la différence entre les recettes budgétaires qui seront encaissées (**314,2 M€**) et les dépenses budgétaires à payer (**324,9 M€**) s'établit à **-10,7 M€ (contre -25,2 M€ en BR 2025 soit une variation de +14,5 M€)**.

Il illustre :

- Le décalage qui peut intervenir dans la couverture des dépenses réalisées sur l'exercice par les recettes encaissées et rapprochées sur le même exercice.
- La hausse des dépenses de personnel qui évolue plus vite que les ressources dédiées (et notamment la mesure gouvernementale du CAS Pension, la PSC tous deux financés partiellement et le GVT non financé).

Ce solde déficitaire de **-10,7 M€** se répartit de la manière suivante (différence entre les recettes encaissées et crédits de paiement) :

- Sur l'enveloppe de **fonctionnement et de masse salariale**, ce **solde budgétaire est de -1,3 M€**
- Sur l'enveloppe d'**investissement**, il s'établit à **-9,4 M€** liés essentiellement aux projets pluriannuels de la direction du patrimoine (encaissements associés aux projets ayant eu lieu les années précédentes, il en résulte pour nombre d'entre eux, le solde de paiement sur 2026).

La hausse du solde budgétaire de **+14,5 M€** entre le BI 2026 et le BR 2025 résulte d'une baisse des dépenses en CP plus prononcée que la baisse anticipée des recettes (**-26,6 M€** en dépenses contre **-12 M€** en recettes)

Le solde budgétaire est présenté dans l'annexe 2, tableau des autorisations budgétaires.

### 2.1.2 Opérations non budgétaires

Le solde budgétaire identifié au tableau 2 (-10,7 M €) doit être complété du solde des opérations non budgétaires (+3,7€) qui génèrent des encaissements et des décaissements, répertoriées dans le tableau des opérations pour comptes de tiers (page 7).

Sont notamment concernés :

- les opérations concernant les dispositifs d'intervention gérés par l'établissement sur financement de l'Etat pour lesquels l'établissement applique sans marge de manœuvre les décisions prises par un donneur d'ordre. C'est le cas des **bourses à la mobilité internationale** versées par le ministère (1, 3M€), les aides à la mobilité en Ile de France (22,5 K€).
- les opérations relatives à la TVA collectée et déductible ainsi que le remboursement du crédit de TVA correspondant (3M€ de décaissements et 4,5M€ d'encaissements).
- l'aide au permis de conduire versée aux apprentis (encaissement de 0,1M€)
- Et d'autres encaissements/décaissements sur compte de tiers (2,5 M€ d'encaissements et 0, 3M€ de décaissements).

La variation de trésorerie pour l'ensemble de ces opérations non budgétaires est prévue à hauteur de +3,7 M € pour 2026.

### 2.1.3 Variation de trésorerie

Il s'agit des liquidités dont l'UPEC dispose.

La programmation budgétaire (-10,7 M €) et les flux de trésorerie non budgétaires (+3,7 M €) conduisent à un prélèvement sur la trésorerie de -7M€. Cette variation de trésorerie apparaît dans le tableau d'équilibre financier et celui de la situation patrimoniale.

Le niveau de la trésorerie de l'établissement s'établit ainsi à 53,6 M€ (63 jours de fonctionnement).

Ce montant est calculé sur la base du niveau de trésorerie observé au BR 25, il était de 60,6 M€.

Le plan de trésorerie, établi pour l'intégralité de l'exercice (page 9), permet d'évaluer le montant mensuel des encaissements et décaissements et le solde prévisionnel de trésorerie en fin d'exercice.

Il distingue les opérations budgétaires des opérations de trésorerie pures (opérations sur compte de tiers...) et permet de matérialiser les pics potentiels d'excédent ou de besoin de trésorerie au cours de l'exercice.

## 2.2 Analyse de la soutenabilité financière

		En M€		
		Budget		
		BR 2025	BI 2026	
█	(1)	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>347,4</b>	<b>332,0</b>
		Subvention de l'état	234,8	232,8
		CVEC	2,7	2,8
		Autres subventions	32,3	28,0
		Autres produits	77,6	68,4
█	(2)	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>347,2</b>	<b>336,1</b>
		Personnel	250,4	255,8
		Fonctionnement	96,8	80,3
	(3)=(1)-(2)	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>0,2</b>	<b>-4,0</b>
█	(9)	+ dotations aux amortissements, provisions	32,5	29,5
█	(10)	- reprises sur amortissements, provisions	24,5	21,5
		+ valeur nette comptable des actifs cédés		
		- produits de cession des actifs cédés		
		- subventions d'investissement reprises		
	(11)=(9)-(10)	<b>SOLDE dotations - reprises amortissements/provisions</b>	<b>8,1</b>	<b>8,1</b>
	(4) = (3) + (11)	<b>=CAPACITE / INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>8,2</b>	<b>4,0</b>
█	(5)	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	36,8	18,4
█	(6)	RESSOURCES D'INVESTISSEMENT	36,0	19,2
	(7)=(6)-(5)	<b>BESOIN DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>-0,82</b>	<b>0,8</b>
	(8) = (7)	VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-0,82	0,8

### 2.2.1 Résultat

Le résultat net comptable correspond à l'excédent ou au déficit de la période, mesuré par la différence, entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

Seuls, les produits (recettes de fonctionnement) et les charges (de fonctionnement et de masse salariale) entrent dans le calcul du résultat prévisionnel.

Ainsi, les dépenses sans impact sur la trésorerie sont prises en compte : amortissements, provisions, dépenses réalisées en attente de factures.

En recettes, ce sont les éléments non encaissables qui sont intégrés : recettes d'amortissement, reprises sur provision, recettes en attente d'encaissement.

CHARGES	Montants BR 2025	Montants BI 2026	Ecart BR 2025/BI 2026	PRODUITS	Montants BR 2025	Montants BI 2026	Ecart BR 2025/BI 2026
Personnel	250 401 128	255 770 184	5 369 056	Subventions de l'Etat	234 796 513	232 837 071	-1 959 442
				Fiscalité affectée	2 672 000	2 765 000	93 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	96 831 534	80 287 665	-16 543 869	Autres subventions	32 290 069	28 004 004	-4 286 065
				Autres produits	77 648 528	68 411 394	-9 237 134
dont charges de fonctionnement décaissables	64 314 222	50 770 353	-13 543 869	dont produits encaissables	53 194 850	46 957 716	-6 237 134
dont amortissements et provisions	32 517 312	29 517 312	-3 000 000	dont reprises sur amortissements et provisions	24 453 678	21 453 678	-3 000 000
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>347 232 662</b>	<b>336 057 849</b>	<b>-11 174 813</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>347 407 110</b>	<b>332 017 469</b>	<b>-15 389 641</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice	174 448			Résultat prévisionnel : perte		4 040 380	

Le résultat prévisionnel au titre de ce budget initial s'établit à **-4M€**, il s'est dégradé de **-3,8M€** par rapport au budget rectificatif 2025.

La décomposition de cette variation nécessite une analyse de l'évolution des agrégats « non calculés » (charges décaissables et produits encaissables) d'une part, et des agrégats « calculés » (charges non décaissables et produits non encaissables).

### 2.2.1.1 Les produits et les charges donnant lieu à encaissement ou décaissement

- Les produits **encaissables** présentent une baisse de **-12,4M€** par rapport au BR 2025.
- Les charges **décaissables** diminuent de **-8,2M€** par rapport au BR 25:
  - o Les **charges de personnel** augmentent de **+5,4€** par rapport au BR 2025
  - o Les **charges de fonctionnement** en baisse de **-13,5M€** par rapport au BR 2025 en lien avec les éléments détaillés supra paragraphe 1.2.2 (l'inscription des crédits pour les projets CMQ, ERASME, EUR, les projets de recherche, etc..).

Le **résultat** des flux encaissables et décaissables par rapport au BR 2025 enregistre une variation de **-4,2M€**, et s'établit à **+4M€** au titre du BI 2026 (voir tableau ci-après).

En M€	BR 2025	BI 2026	Var BI 26 vs BR 25	
<b>Produits encaissables</b>	323,0	310,6	-	12,4
<b>Charges décaissables</b>	314,7	306,5	-	8,2
<b>Résultat encaissables-décaissables</b>	8,2	4,0	-	4,2

### 2.2.1.2 Les produits et les charges dits calculés, car ne donnant pas lieu à encaissement ou décaissement

La prévision de produits ne donnant pas lieu à encaissement est essentiellement constituée des produits issus de la neutralisation des dépenses d'amortissement, lorsqu'il n'appartient pas à l'université d'assumer le renouvellement de la charge d'amortissement. Dans ce cas, si l'amortissement est effectivement traduit dans les comptes de charges de l'université, celui-ci est neutralisé en parallèle par cette ressource interne.

La prévision de charges ne donnant pas lieu à décaissement est généralement surtout constituée pour l'UPEC, des dotations d'amortissement (des biens immobiliers et mobiliers), des provisions pour risques et charges (contentieux...).

Les produits calculés sont prévus pour un montant de 21,5M€, les charges calculées sont prévues pour un montant de 29,5M€.

Sur ces flux « **calculés** » (charges non décaissables et produits non encaissables), le **résultat** est identique par rapport au BR 2025 et demeure inchangé, et s'établit à -8,1M€ au titre du BI 2026 (voir tableau ci-après).

En M€	BR 2025	BI 2026	Var BI 26 vs BR 25	
<b>Produits non encaissables</b>	24,5	21,5	-	3,0
<b>Charges non décaissables</b>	32,5	29,5	-	3,0
<b>Résultat non encaissables- non décaissables</b>	8,1	8,1	-	-

Le résultat prévisionnel de ce budget initial s'élève ainsi, à - 4M€ (contre +0,2 M€ au BR 2025).

En M€	BR 2025	BI 2026	Var BI 26 vs BR 25
<b>Produits encaissables</b>	323,0	310,6	- 12,4
<b>Charges décaissables</b>	314,7	306,5	- 8,2
<b>Résultat encaissables-décaissables</b>	8,2	4,0	- 4,2
En M€	BR 2025	BI 2026	Var BI 26 vs BR 25
<b>Produits non encaissables</b>	24,5	21,5	- 3,0
<b>Charges non décaissables</b>	32,5	29,5	- 3,0
<b>Résultat non encaissables- non décaissables</b>	- 8,1	- 8,1	-
<b>Résultat prévisionnel</b>	0,2	4,0	- 4,2

Tous ces indicateurs sont présentés dans l'annexe 6 : tableau de situation patrimoniale.

### 2.2.2 CAF

La capacité d'autofinancement correspond à la part des ressources de fonctionnement qui n'est pas utilisée pour le financement des charges courantes et peut donc être consacrée au financement des investissements. C'est par le jeu des amortissements et des provisions (ainsi que de leur neutralisation et reprise), que l'université parvient à générer dans ses prévisions, une capacité d'autofinancement.

L'évolution de la CAF dans ce budget initial 2026 (-4,2 M€) par rapport au BR 2025 est principalement due à une diminution des produits (-12,4 M€) plus importante que celle des charges (-8,2 M€).

	BR 2025	BI 2026	Var BI 26 vs BR 25
<b>Produits</b>	322 953 432	310 563 791	- 12 389 641
<b>Charges</b>	314 715 350	306 540 537	- 8 174 813
<b>CAF</b>	8 238 082	4 023 254	- 4 214 828

Cet excédent de ressources internes constitue en principe une ressource mobilisable pour les opérations d'investissement.

La CAF, prévue à hauteur de 4M€, couvre notre prévision de besoin en investissement 2026, soit 3,2M€.

### 2.2.3 Fonds de roulement

EMPLOIS	Montants BR 2025	Montants BI 2026	Ecart BR 2025/BI 2026	RESSOURCES	Montants BR 2025	Montants BI 2026	Ecart BR 2025/BI 2026
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement*	8 238 082	4 023 254	- 4 214 828
Investissements	36 826 092	18 392 722	- 18 433 370	Financement de l'actif (recettes d'investissement)	20 902 359	10 217 216	- 10 685 143
Remboursement des dettes financières				Report à nouveau	6 870 459	4 933 351	- 1 937 108
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>36 826 092</b>	<b>18 392 722</b>	<b>- 18 433 370</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>36 010 900</b>	<b>19 173 821</b>	<b>- 16 837 079</b>
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)		781 099		PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	815 192		

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagés au cours du temps.

Le niveau prévisionnel du **fonds de roulement net global** est porté à **+4,8M€** (arrêté à +4,9M€ en CF 2024 et à +4M€ au BR 2025).

L'établissement a toutefois analysé le fonds de roulement disponible au 31/12/2024. Selon la méthode communiquée par la DGEIP et validée par le Rectorat, le fonds de roulement est fortement mobilisé par les opérations pluriannuelles. Il s'élève ainsi -46,7M€.

Ce niveau confirme la tendance critique observée depuis un certain nombre d'année (cf remontée des enquêtes sur le fond de roulement mobilisable).

La différence entre le niveau prévisionnel de la trésorerie et celui du fonds de roulement entraîne un **besoin en fonds de roulement (BFR) de - 48,7M€**. Le besoin en fonds de roulement correspond à la somme que l'établissement doit financer pour couvrir le besoin résultant des décalages de trésorerie entre les entrées et les sorties.

La prévision de cet indicateur étant négative, cela démontre une capacité actuelle de la **trésorerie de l'établissement à couvrir ses besoins**.

Les états au format GBCP figurant en annexe de ce rapport sont les suivants :

- **États soumis au vote :**
  - Tableau des autorisations d'emplois (tableau 1)
  - Tableau des autorisations budgétaires en exécution (tableau 2)
  - Tableau d'équilibre financier en exécution (tableau 4)
  - Tableau de situation patrimoniale (tableau 6)
- **États transmis pour information :**
  - Tableau des dépenses par destination (tableau 3)
  - Tableau des opérations pour compte de tiers (tableau 5)
  - Plan de trésorerie (tableau 7)
  - Tableau des opérations sur recettes fléchées (tableau 8)
  - Tableau de synthèse budgétaire et comptable (tableau 10)

## Projet de budget initial 2026

- tableau de suivi des emplois	page 2
- tableau autorisations budgétaires	page 3
- tableau dépenses par destination + recettes par origine	pages 4 et 5
- tableau équilibre financier	page 6
- tableau opération pour compte pour tiers	page 7
- situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement)	page 8
- tableau plan de trésorerie	page 9
- tableau de synthèse budgétaire et comptable	page 10
- tableau des opérations pluriannuelles et programmation	page 11
- tableau des opérations pluriannuelles (détail)	pages 12 à 15

*Document soumis à l'approbation du conseil d'administration du 19/12/2025*

**Tableau 1**  
Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget Initial 2026

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
			Emplois sous plafond Etat	Emplois financés hors SCSP (*)	Global
			En ETPT	En ETPT	
Enseignants, enseignants-chercheurs	Permanents	Titulaires	1 203		1 203
		CDI	15	2	17
	Non permanents	CDD	324	36	360
contrats doctoraux (hors COMUE)	Non permanents	CDD	83	82	165
Chercheurs	Non permanents	CDD	0	75	75
<b>S/total E et EC</b>			<b>1 625</b>	<b>195</b>	<b>1 820</b>
BIATSS	Permanents	Titulaires	615		615
		CDI	66	14	80
	Non permanents	CDD	290	352	642
<b>S/total Biatss</b>			<b>971</b>	<b>366</b>	<b>1 337</b>
<b>Totaux UPEC</b>			<b>2 596</b>	<b>561</b>	<b>3 157</b>
					<b>3 157</b> <sup>(4)</sup>
					<b>Plafond global des emplois voté par le CA</b>
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>			<b>2 596</b> <sup>(5)</sup>		

*(\*) Subvention pour charges de service public*

*Note sur les modalités de renseignement du tableau :*

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

**Tableau 2**  
**Autorisations budgétaires**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Autorisations budgétaires en autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP), prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses										
	AE CF 2024	AE BI 2025	AE BR 2025	AE BI 2026	Ecarts BR 2025/BI 2026	CP CF 2024	CP BI 2025	CP BR 2025	CP BI 2026	Ecarts BR 2025/BI 2026
<b>Personnel</b>	<b>240 401 053</b>	<b>251 900 624</b>	<b>250 401 128</b>	<b>255 770 184</b>	5 369 056	<b>240 401 053</b>	<b>251 900 624</b>	<b>250 401 128</b>	<b>255 770 184</b>	5 369 056
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	60 955 454	61 611 022	60 806 999	63 085 721	2 278 722	60 955 454	61 611 022	60 806 999	63 085 721	2 278 722
<b>Fonctionnement</b>	<b>54 031 223</b>	<b>65 749 186</b>	<b>70 889 145</b>	<b>63 155 832</b>	-7 733 313	<b>48 468 622</b>	<b>59 174 267</b>	<b>64 314 222</b>	<b>50 770 353</b>	-13 543 869
<b>Investissement</b>	<b>15 760 564</b>	<b>18 944 317</b>	<b>23 131 407</b>	<b>17 452 218</b>	-5 679 189	<b>33 453 574</b>	<b>40 097 293</b>	<b>36 826 092</b>	<b>18 392 722</b>	-18 433 370
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>310 192 840</b>	<b>336 594 127</b>	<b>344 421 680</b>	<b>336 378 234</b>	-8 043 446	<b>322 323 248</b>	<b>351 172 184</b>	<b>351 541 442</b>	<b>324 933 259</b>	-26 608 183
<b>Solde budgétaire</b>						<b>6 763 119</b>				

Recettes					
CF 2024	RE BI 2025	RE BR 2025	RE BI 2026	Ecarts BR 2025/BI 2026	
					<b>Recettes globalisées</b>
<b>235 509 575</b>	<b>230 006 400</b>	<b>233 206 400</b>	<b>231 355 111</b>	-1 851 289	Subvention pour charges de service public
<b>-12 877 583</b>	<b>1 655 205</b>	<b>1 733 820</b>	<b>2 171 111</b>	437 291	Autres financements de l'Etat
<b>2 718 245</b>	<b>2 500 000</b>	<b>2 672 000</b>	<b>2 765 000</b>	93 000	Fiscalité affectée
<b>19 776 023</b>	<b>20 305 224</b>	<b>21 828 026</b>	<b>22 254 020</b>	425 994	Autres financements publics
<b>50 317 129</b>	<b>50 638 914</b>	<b>53 164 900</b>	<b>46 957 716</b>	-6 207 184	Recettes propres
					<b>Recettes fléchées</b>
16 656 744	<b>11 462 216</b>	<b>1 941 611</b>	<b>3 877 693</b>	1 936 082	Financements de l'Etat fléchés
16 850 501	<b>14 450 106</b>	<b>11 726 975</b>	<b>4 853 100</b>	-6 873 875	Autres financements publics fléchés
135 733	<b>29 950</b>	<b>29 950</b>	<b>0</b>	-29 950	Recettes propres fléchées
<b>329 086 367</b>	<b>331 048 015</b>	<b>326 303 682</b>	<b>314 233 751</b>	-12 069 931	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
	<b>20 124 169</b>	<b>25 237 760</b>	<b>10 699 508</b>	<b>-14 538 252</b>	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>

Dépenses par destination et recettes par origine

Tableau 3

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Formation initiale et continue</b>	<b>134 039 518</b>	<b>134 039 518</b>	<b>10 877 330</b>	<b>9 572 050</b>	<b>974 000</b>	<b>974 000</b>	<b>145 890 848</b>	<b>144 585 568</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	74 500 578	74 500 578	5 511 665	4 850 265	430 000	430 000	80 442 243	79 780 843
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	57 099 842	57 099 842	4 815 665	4 237 785	544 000	544 000	62 459 507	61 881 627
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	2 439 098	2 439 098	550 000	484 000	0	0	2 989 098	2 923 098
<b>D105 - Bibliothèques et documentation</b>	<b>6 572 261</b>	<b>6 572 261</b>	<b>1 709 786</b>	<b>1 504 612</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>8 297 047</b>	<b>8 091 873</b>
<b>Recherche</b>	<b>73 618 695</b>	<b>73 618 695</b>	<b>11 937 090</b>	<b>10 504 639</b>	<b>4 299 952</b>	<b>4 299 952</b>	<b>89 855 737</b>	<b>88 423 286</b>
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	24 822 641	24 822 641	5 947 287	5 233 613	728 198	728 198	31 498 126	30 784 452
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	5 727 452	5 727 452	303 899	267 431	30 200	30 200	6 061 551	6 025 083
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	6 922 997	6 922 997	469 800	413 424	1 817 900	1 817 900	9 210 697	9 154 321
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0	0	0	0	0	0	0	0
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	6 252 303	6 252 303	932 417	820 527	1 147 529	1 147 529	8 332 249	8 220 359
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	27 696 323	27 696 323	700 260	616 229	76 125	76 125	28 472 708	28 388 677
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 196 979	2 196 979	3 583 427	3 153 416	500 000	500 000	6 280 406	5 850 395
<b>D114 - Immobilier</b>	<b>7 051 530</b>	<b>7 051 530</b>	<b>21 484 283</b>	<b>14 539 390</b>	<b>8 872 266</b>	<b>10 772 770</b>	<b>37 408 079</b>	<b>32 363 690</b>
<b>D115 - Pilotage et support</b>	<b>31 406 162</b>	<b>31 406 162</b>	<b>13 936 301</b>	<b>11 823 945</b>	<b>2 966 000</b>	<b>2 006 000</b>	<b>48 308 463</b>	<b>45 236 107</b>
<b>Étudiants</b>	<b>3 082 018</b>	<b>3 082 018</b>	<b>3 211 042</b>	<b>2 825 717</b>	<b>325 000</b>	<b>325 000</b>	<b>6 618 060</b>	<b>6 232 735</b>
D201 - Aides directes aux étudiants	37 576	37 576	3 000	2 640	0	0	40 576	40 216
D202 - Aides indirectes	1 034 114	1 034 114	232 000	204 160	0	0	1 266 114	1 238 274
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	2 010 328	2 010 328	2 976 042	2 618 917	325 000	325 000	5 311 370	4 954 245
<b>Total</b>	<b>255 770 184</b>	<b>255 770 184</b>	<b>63 155 832</b>	<b>50 770 353</b>	<b>17 452 218</b>	<b>18 392 722</b>	<b>336 378 234</b>	<b>324 933 259</b>

Dépenses par destination et recettes par origine

Tableau 3

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	231 355 111								231 355 111
Droits d'inscription					5 551 967				5 551 967
Formation continue, diplômes propres et VAE					6 326 684				6 326 684
Taxe d'apprentissage					1 040 630				1 040 630
Contrats et prestations de recherche hors ANR					1 629 743				1 629 743
Valorisation									-
ANR investissements d'avenir				3 281 125			3 589 930		6 871 055
ANR hors investissements d'avenir				5 184 155					5 184 155
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				4 098 596			586 075		4 684 671
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				1 937 271			557 095		2 494 366
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		2 171 111		7 752 873		3 877 693	120 000		13 921 677
Autres recettes			2 765 000		32 408 692				35 173 692
<i>Dont formation par l'apprentissage</i>					29 682 098				29 682 098
<b>Total</b>	<b>231 355 111</b>	<b>2 171 111</b>	<b>2 765 000</b>	<b>22 254 020</b>	<b>46 957 716</b>	<b>3 877 693</b>	<b>4 853 100</b>	<b>0</b>	<b>314 233 751</b>
	<b>74%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>	<b>7%</b>	<b>15%</b>				
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>		<b>10 699 508</b>

NB1 : Le tableau des recettes par origine doit être renseigné en prévision de recettes et correspondre avec le tableau du solde budgétaire.

**Tableau 4**  
**Équilibre financier**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Besoins (utilisation des financements)						Financements (couverture des besoins)						
	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Montants BI 2026	Ecart BR 2025/BI 2026		Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Montants BI 2026	Ecart BR 2025/BI 2026	
Solde budgétaire (déficit)		20 124 169	25 237 760	10 699 508	-14 538 252		6 763 119					Solde budgétaire (excédent) *
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements												Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	6 526 023	5 645 779	5 645 779	4 399 175	-1 246 604		8 777 582	4 899 175	4 899 175	5 899 175	1 000 000	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	160 288	300 000	300 000	300 000	0		-2 721 427	6 665 104	6 665 104	2 500 000	-4 165 104	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>6 686 311</b>	<b>26 069 948</b>	<b>31 183 539</b>	<b>15 398 683</b>	<b>-15 784 856</b>	et	<b>12 819 274</b>	<b>11 564 279</b>	<b>11 564 279</b>	<b>8 399 175</b>	<b>-3 165 104</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>
Variation de trésorerie (I)	6 132 963					ou		-14 505 669	-19 619 260	-6 999 508	0	Variation de trésorerie (II)
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***						ou						dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée						ou		-14 505 669	-19 619 260	-6 999 508	12 619 752	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>12 819 274</b>	<b>26 069 948</b>	<b>31 183 539</b>	<b>15 398 683</b>	<b>-15 784 856</b>	et	<b>12 819 274</b>	<b>26 069 948</b>	<b>31 183 539</b>	<b>15 398 683</b>	<b>-3 165 104</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

\* Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)  
 \*\* Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)  
 \*\*\* Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

**Tableau 5**  
**Opérations pour le compte de tiers**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers**

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Aide à la mobilité internationale MESR	C 467	317 200	317 200
Aide à la mobilité Erasmus	C 467	957 475	957 475
Aide à la mobilité IDF	C 467	22 500	22 500
Aide permis de conduire apprentis	C 473	102 000	102 000
TVA	C 445	3 000 000	4 500 000
<b>TOTAL</b>		<b>4 399 175</b>	<b>5 899 175</b>

**Tableau 6**  
**Situation patrimoniale**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	Montants BI 2024	Montants BR 2024	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Montants BI 2026	Ecarts BR 2025/BI 2026	PRODUITS	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Montants BI 2026	Ecarts BR 2025/BI 2026
	Personnel	241 134 479	245 399 800	240 471 231	251 900 624	250 401 128	255 770 184		5 369 056	Subventions de l'Etat	236 084 709	231 506 355	234 796 513
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	60 192 903	60 825 929	60 955 454	61 611 022	60 806 999	63 085 721	2 278 722	Fiscalité affectée	2 718 245	2 500 000	2 672 000	2 765 000	93 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	84 527 707	81 270 511	87 569 950	90 613 090	96 831 534	80 287 665	-16 543 869	Autres subventions	24 949 493	30 425 726	32 290 069	28 004 004	-4 286 065
								Autres produits	69 547 949	74 044 053	77 648 528	68 411 394	-9 237 134
<i>dont charges de fonctionnement décaissables</i>	65 725 268	61 909 663	55 052 638	59 174 267	64 314 222	50 770 353	-13 543 869	<i>dont produits encaissables</i>	47 179 010	50 668 864	53 194 850	46 957 716	-6 237 134
<i>dont amortissements et provisions</i>	18 802 439	19 360 848	32 517 312	31 438 823	32 517 312	29 517 312	-3 000 000	<i>dont reprises sur amortissements et provisions</i>	11 630 499	23 375 189	24 453 678	21 453 678	-3 000 000
<i>dont opérations internes</i>								<i>dont opérations internes</i>	10 738 440				0
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>325 662 186</b>	<b>326 670 311</b>	<b>328 041 181</b>	<b>342 513 714</b>	<b>347 232 662</b>	<b>336 057 849</b>	<b>-11 174 813</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>333 300 396</b>	<b>338 476 134</b>	<b>347 407 110</b>	<b>332 017 469</b>	<b>-15 389 641</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)			5 259 215		174 448			Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)		4 037 580		4 040 380	
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>325 662 186</b>	<b>326 670 311</b>	<b>333 300 396</b>	<b>342 513 714</b>	<b>347 407 110</b>	<b>336 057 849</b>	<b>-11 349 261</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>333 300 396</b>	<b>342 513 714</b>	<b>347 407 110</b>	<b>336 057 849</b>	<b>-11 349 261</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	Montants BI 2024	Montants BR 2024	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Montants BI 2026	Ecarts BR 2025/BI 2026
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	-7 021 151	-6 984 366	5 259 215	-4 037 580	174 448	-4 040 380	-4 214 828
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	18 802 439	19 360 848	32 517 312	31 438 823	32 517 312	29 517 312	-3 000 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	10 729 950	10 297 214	11 630 499	23 375 189	24 453 678	21 453 678	-3 000 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			18				0
- produits de cession d'éléments d'actifs			1 820				0
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice			10 738 440				0
<b>= CAF</b>	<b>1 051 338</b>	<b>2 079 268</b>	<b>15 405 786</b>	<b>4 026 054</b>	<b>8 238 082</b>	<b>4 023 254</b>	<b>-4 214 828</b>

**État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	Montants BI 2024	Montants BR 2024	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Montants BI 2026	Ecarts BR 2025/BI 2026	RESSOURCES	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Montants BI 2026	Ecarts BR 2025/BI 2026
	Insuffisance d'autofinancement*									Capacité d'autofinancement*	15 405 786	4 026 054	8 238 082
Investissements	40 627 238	40 270 286	35 937 268	40 097 293	36 826 092	18 392 722	-18 433 370	Financement de l'actif par l'Etat	4 149 145	22 309 628	20 902 359	10 217 216	-10 685 143
								Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	8 485 927	8 982 346	6 870 459	4 933 351	-1 937 108
Remboursement des dettes financières								Autres ressources	158 413				0
								Report à nouveau					0
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>40 627 238</b>	<b>40 270 286</b>	<b>35 937 268</b>	<b>40 097 293</b>	<b>36 826 092</b>	<b>18 392 722</b>	<b>-18 433 370</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>28 199 271</b>	<b>35 318 028</b>	<b>36 010 900</b>	<b>19 173 821</b>	<b>-16 837 079</b>
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>						<b>781 099</b>		<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)</b>	<b>7 737 997</b>	<b>4 779 265</b>	<b>815 192</b>		

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	Montants BI 2024	Montants BR 2024	Exécution 2024	Montants BI 2025	Montants BR 2025	Montants BI 2026	Ecarts BR 2025/BI 2026
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	-8 032 082	-7 766 505	-7 737 997	-4 779 265	-815 192	781 099	1 596 291
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	10 168 622	-7 766 505	-13 870 960	9 726 404	18 804 068	7 780 607	-11 023 461
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	-18 200 704	0	6 132 963	-14 505 669	-19 619 260	-6 999 508	12 619 752
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	2 607 373	4 844 107	4 872 615	64 842	4 057 423	4 838 522	781 099
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-28 044 798	-69 235 410	-75 339 865	-59 509 006	-56 535 793	-48 755 186	7 780 607
Niveau de la TRESORERIE	30 652 171	74 079 517	80 212 480	59 573 848	60 593 216	53 593 708	-6 999 508
FDR JOURS			6	0	5	6	



**TABLEAU 10**  
**Synthèse budgétaire et comptable**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BI 26	
<b>Stocks initiaux</b>	<b>1</b>	<b>Niveau initial de restes à payer</b>	<b>52 894 014</b>
	<b>2</b>	<b>Niveau initial du fonds de roulement</b>	<b>4 057 423</b>
	<b>3</b>	<b>Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-56 535 793</b>
	<b>4</b>	<b>Niveau initial de la trésorerie</b>	<b>60 593 216</b>
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		
<b>Flux de l'année</b>	<b>5</b>	<b>Autorisations d'engagement</b>	<b>336 378 234</b>
	<b>6</b>	<b>Résultat patrimonial</b>	<b>-4 040 380</b>
	<b>7</b>	<b>Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	<b>4 023 254</b>
	<b>8</b>	<b>Variation du fonds de roulement</b>	<b>781 099</b>
	<b>9</b>	<b>Opérations bilanciell</b>	<b>SENS 0</b>
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+
		Cautionnements et dépôts	-
	<b>10</b>	<b>Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires</b>	<b>SENS 0</b>
		Variation des stocks	+ / -
		Production immobilisée	+
		Charges sur créances irrécouvrables	-
		Produits divers de gestion courante	+
	<b>11</b>	<b>Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires</b>	<b>SENS 0</b>
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
<b>12</b>	<b>Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>	<b>-10 699 508</b>	
12.a	Recettes budgétaires	314 233 751	
12.b	Crédits de paiement ouverts	324 933 259	
<b>13</b>	<b>Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers</b>	<b>-1 500 000</b>	
<b>14</b>	<b>Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers</b>	<b>-2 200 000</b>	
<b>15</b>	<b>Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14</b>	<b>-6 999 508</b>	
15.a	dont variation de la trésorerie fléchée		
15.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-6 999 508	
<b>16</b>	<b>Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14</b>	<b>7 780 607</b>	
<b>17</b>	<b>Restes à payer</b>	<b>11 444 975</b>	
<b>Stocks finaux</b>	<b>18</b>	<b>Niveau final de restes à payer</b>	<b>64 338 989</b>
	<b>19</b>	<b>Niveau final du fonds de roulement</b>	<b>4 838 522</b>
	<b>20</b>	<b>Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-48 755 186</b>
	<b>21</b>	<b>Niveau final de la trésorerie</b>	<b>53 593 708</b>
	21.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	
21.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	53 593 708	

Comptabilité budgétaire  
Comptabilité générale

**Tableau 9 (synthèse)**  
**Tableau des opérations pluriannuelles et programmation**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

**A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement**

Opération	Nature	Prévission pluriannuelle	Prévission 2026 (BI)							Prévission 2027 et suivantes		
		Coût total de l'opération (1)	AE ouvertes les années antérieures (2)	AE consommées les années antérieures au 17/11/2025 (3)	AE nouvelles ouvertes en 2026 (5)	TOTAL des AE ouvertes en 2026 (6) = (4) + (5)	CP ouverts les années antérieures (7)	CP consommés les années antérieures au 17/11/2025 (8)	CP nouveaux ouverts en 2026 (10)	TOTAL des CP ouverts en 2026 (11) = (9) + (10)	Restes à engager en fin d'année 2026 (AE) (12)	Restes à payer en fin d'année 2026 (CP) (13)
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement DPDD	154 247 908	84 901 171	78 627 591	6 614 866	6 614 866	81 414 003	71 767 553	9 515 370	9 515 370	69 005 451	3 959 534
<b>Total Dépenses d'investissement DPDD</b>		<b>154 247 908</b>	<b>84 901 171</b>	<b>78 627 591</b>	<b>6 614 866</b>	<b>6 614 866</b>	<b>81 414 003</b>	<b>71 767 553</b>	<b>28 803 890</b>	<b>9 515 370</b>	<b>69 005 451</b>	<b>3 959 534</b>
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement DSI	8 344 606	7 757 336	6 579 606	1 765 000	1 765 000	6 513 997	5 780 384	963 360	963 360	0	1 600 862
<b>Total Dépenses d'investissement DSI</b>		<b>8 344 606</b>	<b>7 757 336</b>	<b>6 579 606</b>	<b>1 765 000</b>	<b>1 765 000</b>	<b>6 513 997</b>	<b>5 780 384</b>	<b>963 360</b>	<b>963 360</b>	<b>0</b>	<b>1 600 862</b>
Dépenses d'investissement CVEC	Report Crédits CVEC	325 000	0	0	325 000	325 000	0	0	325 000	325 000	0	0
<b>Total Dépenses Report CVEC</b>		<b>325 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>325 000</b>	<b>325 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>325 000</b>	<b>325 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Contrats de recherche	Personnel	52 833 986	25 510 809	25 510 809	6 004 151	6 004 151	25 510 809	25 510 809	6 004 151	6 004 151	21 319 026	0
	Fonctionnement	76 679 998	39 487 904	39 487 904	9 716 376	9 716 376	34 412 733	34 412 733	8 550 411	8 550 411	27 475 718	6 241 137
	Investissement	15 690 959	8 792 904	8 792 904	4 260 834	4 260 834	8 253 207	8 253 207	4 260 834	4 260 834	2 637 222	539 696
<b>Total contrat de recherche</b>		<b>145 204 943</b>	<b>73 791 616</b>	<b>73 791 616</b>	<b>19 981 361</b>	<b>19 981 361</b>	<b>68 176 748</b>	<b>68 176 748</b>	<b>18 815 396</b>	<b>18 815 396</b>	<b>51 431 966</b>	<b>6 780 833</b>
Contrat d'enseignement	Personnel	32 466 001	14 880 657	11 527 744	7 657 414	7 657 414	14 880 657	11 527 744	7 657 414	7 657 414	13 280 842	0
	Fonctionnement	48 699 001	16 049 493	9 601 518	4 795 714	4 795 714	14 918 556	8 157 538	4 220 228	4 220 228	34 301 768	2 019 466
	Investissement	9 018 334	2 387 121	1 432 347	720 000	720 000	1 803 529	1 408 499	720 000	720 000	6 865 987	23 848
<b>Total contrat d'enseignement</b>		<b>90 183 335</b>	<b>33 317 271</b>	<b>22 561 610</b>	<b>13 173 128</b>	<b>13 173 128</b>	<b>31 602 741</b>	<b>21 093 781</b>	<b>12 597 642</b>	<b>12 597 642</b>	<b>54 448 597</b>	<b>2 043 314</b>
	<b>Ss total personnel</b>	<b>85 299 986</b>	<b>40 391 466</b>	<b>37 038 553</b>	<b>13 661 565</b>	<b>13 661 565</b>	<b>40 391 466</b>	<b>37 038 553</b>	<b>13 661 565</b>	<b>13 661 565</b>	<b>34 599 868</b>	<b>0</b>
	<b>Ss total fonctionnement</b>	<b>125 378 999</b>	<b>55 537 397</b>	<b>49 089 422</b>	<b>14 512 090</b>	<b>14 512 090</b>	<b>49 331 288</b>	<b>42 570 271</b>	<b>12 770 639</b>	<b>12 770 639</b>	<b>61 777 486</b>	<b>8 260 603</b>
	<b>Ss total investissement</b>	<b>187 626 806</b>	<b>103 838 532</b>	<b>95 432 447</b>	<b>13 685 700</b>	<b>13 685 700</b>	<b>97 984 735</b>	<b>87 209 642</b>	<b>15 784 564</b>	<b>15 784 564</b>	<b>78 508 659</b>	<b>6 123 940</b>
<b>TOTAL</b>		<b>398 305 791</b>	<b>199 767 394</b>	<b>181 560 422</b>	<b>41 859 355</b>	<b>41 859 355</b>	<b>187 707 489</b>	<b>166 818 466</b>	<b>42 216 768</b>	<b>42 216 768</b>	<b>174 886 014</b>	<b>14 384 543</b>

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

**B - Prévissions de recettes**

Opération	Nature	Prévission	Prévission 2026 (BI)		Prévissions en 2027 et suivantes
		Financement de l'opération (18)	Encaissements des années antérieures au 17/11/2025 (19)	Encaissement prévus en 2026 (20)	Encaissements prévus >2026 (21)
Dépenses d'investissement DPDD (PPI)	Financement de l'Etat*	71 854 230	28 969 726	3 877 693	39 006 811
	Autres financements publics**	23 687 630	12 223 288	446 075	11 018 267
<b>Total PPI</b>		<b>95 541 860</b>	<b>41 193 014</b>	<b>4 323 768</b>	<b>50 025 078</b>
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	1 610 100	0	162 800	1 447 300
	Autres financements publics**	129 852 592	67 201 007	16 971 997	45 679 589
	Autres financements***	13 742 250	5 019 991	1 742 313	6 979 946
<b>Total contrat de recherche</b>		<b>145 204 943</b>	<b>72 220 998</b>	<b>18 877 110</b>	<b>54 106 835</b>
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*	0	0	0	0
	Autres financements publics**	76 512 740	19 084 121	6 707 819	50 720 800
	Autres financements***	13 670 595	2 076 879	559 509	11 034 207
<b>Total contrat d'enseignement</b>		<b>90 183 335</b>	<b>21 161 000</b>	<b>7 267 328</b>	<b>61 755 007</b>
	<b>Ss total financement de l'Etat</b>	<b>73 464 330</b>	<b>28 969 726</b>	<b>4 040 493</b>	<b>40 454 111</b>
	<b>Ss total autres financements publics</b>	<b>230 052 962</b>	<b>98 508 416</b>	<b>24 125 891</b>	<b>107 418 656</b>
	<b>Ss total autres financements</b>	<b>27 412 845</b>	<b>7 096 870</b>	<b>2 301 822</b>	<b>18 014 153</b>
<b>TOTAL</b>		<b>330 930 138</b>	<b>134 575 012</b>	<b>30 468 206</b>	<b>165 886 920</b>

\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

\*\* Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

**Tableau 9**  
**Tableau des opérations pluriannuelles immobilières**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

**A - Dépenses**

Opérations		Montant de l'opération	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement				Restes	
			AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures au 17/11/2025	AE nouvelles ouvertes en 2026	Total des AE ouvertes pour l'année 2026	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommées au titre des années antérieures au 17/11/2025	CP nouveaux ouverts en 2026	Total des CP ouverts pour 2026	Restes à engager en fin d'année 2026 (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année 2026 (CP)
			(1)	(2)	(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)
<b>Dépenses d'investissement (PPI)</b>	<b>Investissement</b>	<b>154 247 908</b>	<b>84 901 171</b>	<b>78 627 591</b>	<b>6 614 866</b>	<b>6 614 866</b>	<b>81 414 003</b>	<b>71 767 553</b>	<b>9 515 370</b>	<b>9 515 370</b>	<b>69 005 451</b>	<b>3 959 534</b>
CC-Restructuration de l'étanchéité de la dalle <b>Eotp 15L00105A</b>	CPER 2015 - 2020 + Autofinancement pour TC et ADAP	12 859 625	12 747 648	11 599 947	750 000	750 000	12 247 648	10 753 308	1 595 563	1 595 563	509 678	1 077
Médecine - restructuration <b>Eotp 15L00107A</b>	CPER 2015 - 2020 Réhabilitation +CPER 2015-2020 Mise en sécurité +Autofinancement ADAP +Autofinancement R+5	24 481 349	24 481 349	22 327 926	1 191 527	1 191 527	24 481 348	19 056 559	4 462 853	4 462 853	961 896	41
Médecine construction d'un bâtiment pour la recherche biomédicale <b>Eopt 16L00113A</b>	CPER 2015 - 2020 +Autofinancement	22 865 000	22 715 000	22 647 091	167 915	167 915	22 215 000	21 577 502	600 000	600 000	49 994	637 503
Ad'Ap <b>Eotp 16L00110A</b>	Autofinancement	2 355 065	1 082 398	1 082 398	0	0	1 082 399	1 062 972	0	0	1 272 667	19 427
Réaménagement du bâtiment I <b>Eotp 18L00992S</b>	Autofinancement	2 933 500	2 336 378	2 336 136	0	0	2 336 379	2 299 694	0	0	597 364	36 442
Réorganisation des locaux du Bât P <b>Eotp 19L00311S</b>	opérations immobilières Etat	2 681 834	2 480 302	2 444 698	0	0	2 480 302	2 177 252	0	0	237 136	267 445
Rénovation du Bât L et installation de salles de TP <b>Eotp 19L00321S</b>	Société du Grand Paris Autofinancement UPEC	1 980 000	1 296 076	1 296 076	0	0	1 296 076	1 285 872	0	0	683 924	10 204
Transformation pédagogique : création de 8 salles de cours <b>Eotp 19L00301S</b>	volet investissement plan étudiants Société du grand paris et autofinancement	1 923 600	1 854 438	1 854 438	0	0	1 854 438	1 850 029	0	0	69 162	4 409
Rénovation de la caserne Damesne + BU <b>Eotp 20L00331S</b>	Financement Conseil départemental 77 + Plan de relance +CVEC	5 439 250	5 439 250	5 439 250	0	0	5 439 250	5 436 880	0	0	0	2 370
Restructuration du domaine Chérioux à Vitry <b>Eotp 20L00341S</b>	Plan de relance	2 287 482	2 242 597	2 242 643	0	0	2 242 597	2 240 879	0	0	44 839	1 764
Rénovation énergétique clos et couvert Maison des étudiants Campus Centre <b>Eotp 21L00361S</b>	Plan de relance	1 110 378	1 111 022	770 127	35 382	35 382	1 110 378	584 471	101 714	101 714	304 869	119 324
Rénovation énergétique clos et couvert Amphithéâtres Campus Centre <b>Eotp 21L00371S</b>	Plan de relance	1 111 782	966 132	967 979	137 370	137 370	966 131	835 981	232 568	232 568	6 433	36 800
Rénovation énergétique clos et couvert BU Campus Centre <b>Eotp 21L00381S</b>	Plan de relance	2 719 043	2 523 737	2 550 780	132 672	132 672	2 521 371	1 930 161	472 672	472 672	35 591	280 620
Achat Bâtiment A2 Zac Chérioux <b>Eotp 20L00351S</b>	Autofinancement	2 200 000	423 918	423 918	0	0	420 371	420 371	0	0	1 776 082	3 547
Création du campus des métiers de la santé et IUT Chérioux Vitry s/ Seine <b>Eotp 22L00021S</b>	CPER 2021-2027	11 600 000	800 000	7 245	1 200 000	1 200 000	100 000	0	200 000	200 000	10 392 755	1 007 245
Création du campus Recherche Santé et Innovation Fontainebleau Caserne Damesne <b>Eotp 22L00011S</b>	CPER 2021-2027 Département 77 2M€	14 600 000	200 316	194 673	1 500 000	1 500 000	200 316	163 388	300 000	300 000	12 905 327	1 231 286
Jacquard <b>22L00031S</b>	<b>Eotp</b> MESR	30 000 000	120 000	0	400 000	400 000	120 000	0	300 000	300 000	29 600 000	100 000
Rénovation énergétique et ADAP Bonneuil <b>Eotp 24L00151F</b>	TEE 2024	10 000 000	980 609	442 266	0	0	300 000	92 235	150 000	150 000	9 557 734	200 031
Achat Bâtiment Trapese Vitry <b>Eotp 25L00121F</b>		1 100 000	1 100 000	0	1 100 000	1 100 000	0	0	1 100 000	1 100 000	0	0
<b>Total Dépenses d'investissement.1</b>		<b>154 247 908</b>	<b>84 901 171</b>	<b>78 627 591</b>	<b>6 614 866</b>	<b>6 614 866</b>	<b>81 414 003</b>	<b>71 767 553</b>	<b>9 515 370</b>	<b>9 515 370</b>	<b>69 005 451</b>	<b>3 959 534</b>

**Tableau 9**  
**Tableau des opérations pluriannuelles immobilières**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**B - Recettes**

Opérations		Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
				Montant	Encaissements au titre des années antérieures et rapprochés jusqu'au 17/11/2025	Prévisions 2026	Restes à encaisser
		(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
<b>Recettes d'investissement (PPI)</b>	<b>Investissement</b>	<b>154 247 908</b>	<b>48 461 346</b>	<b>95 541 260</b>	<b>41 193 014</b>	<b>4 323 768</b>	<b>50 024 478</b>
CC-Restructuration de l'étanchéité de la dalle Eotp 15L00105A	CPER 2015 - 2020 + Autofinancement pour TC et ADAP	12 859 625	6 109 625	6 750 000	5 932 951	469 005	348 044
Médecine - restructuration Eotp 15L00107A	CPER 2015 - 2020 Réhabilitation +CPER 2015-2020 Mise en sécurité +Autofinancement ADAP +Autofinancement R+5	24 481 349	2 531 349	21 950 000	16 946 858	2 908 688	2 094 454
Médecine construction d'un bâtiment pour la recherche biomédicale Eotp 16L00113A	CPER 2015 - 2020 +Autofinancement <b>+ 1 M INSERM au BI 2024</b>	22 865 000	5 865 000	17 000 000	9 307 689	446 075	7 246 236
Ad'Ap Eotp 16L00110A	Autofinancement	2 355 065	2 355 065	0	0	0	0
Réaménagement du bâtiment I Eotp 18L00992S	Autofinancement	2 933 500	2 933 500	0	0	0	0
Réorganisation des locaux du Bât P Eotp 19L00311S	opérations immobilières Etat	2 681 834	181 834	2 500 000	1 603 786	0	896 214
Rénovation du Bât L et installation de salles de TP Eotp 19L00321S	Société du Grand Paris	1 980 000	0	1 980 000	0	0	1 980 000
Transformation pédagogique : création de 8 salles de cours Eotp 19L00301S	volet investissement plan étudiants Société du grand paris et autofinancement	1 923 600	126 000	1 797 000	-	0	1 797 000
Rénovation de la caserne Damesne Eotp 20L00331S	Financement Conseil départemental 77 + Plan de relance	5 439 250	1 031 620	4 407 630	2 915 600	0	1 492 030
Démolition/curage/désamiantage et rénovation énergétique Pavillon Clocher Campus Chérioux Vitry s/Seine Eotp 20L00341S	Plan de relance	2 287 482	382 722	1 904 760	1 744 801	0	159 959
Rénovation énergétique clos et couvert Maison des étudiants Campus Centre Eotp 21L00361S	Plan de relance	1 110 378	648 909	864 320	461 469	0	402 851
Rénovation énergétique clos et couvert Amphithéâtres Campus Centre Eotp 21L00371S	Plan de relance	1 111 782	488 719	1 075 510	623 063	0	452 447
Rénovation énergétique clos et couvert BU Campus Centre Eotp 21L00381S	Plan de relance	2 719 043	607 003	2 112 040	1 533 892	0	578 148
Achat et réhabilitation Bâtiment A2 Zac Chérioux Eotp a créer Eotp 20L00351S	Autofinancement	2 200 000	2 200 000	0	0	0	0
Création du campus des métiers de la santé et IUT Chérioux Vitry s/ Seine Eotp 22L00021S	CPER 2021-2027	11 600 000	0	11 600 000	0	200 000	11 400 000
Création du campus Recherche Santé et Innovation Fontainebleau Caserne Damesme Eotp 22L00011S	CPER 2021-2027 Département 77 2M€	14 600 000	0	14 600 000	122 907	300 000	14 177 093
Ilot Jacquard Eotp 22L00031S	MESR	30 000 000	23 000 000	7 000 000	0	0	7 000 000
Rénovation énergétique et ADAP Bonneuil Eotp 24L00151F	TEE 2024	10 000 000	0	10 000 000	649 840	0	9 350 160
Achat Bâtiment Trapese Vitry Eotp 25L00121F		1 100 000	1 100 000	0	0	0	0

**Tableau 9**  
**Tableau des opérations pluriannuelles de la direction des systèmes d'information**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement				Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE nouvelles ouvertes en 2026	Total des AE ouvertes pour l'année 2026	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommées au titre des années antérieures	CP nouveaux ouverts en 2026	Total des CP ouverts pour 2026	Restes à engager en fin d'année 2026 (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année 2026 (CP)
		(1)	(2)	(3)	(4)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(5)
<b>Total</b>	<b>8 344 606</b>	<b>7 757 336</b>	<b>6 579 606</b>	<b>1 765 000</b>	<b>1 765 000</b>	<b>6 513 997</b>	<b>5 780 384</b>	<b>963 360</b>	<b>963 360</b>	<b>0</b>	<b>1 600 862</b>
PARC INFO	602 316	546 958	482 316	120 000	120 000	493 489	474 583	120 000	120 000	0	7 733
INFRA SYSTEME ET RESEAU	5 883 108	5 549 323	4 953 108	930 000	930 000	4 620 904	4 620 904	327 000	327 000	0	935 204
SYSTEMES D'INFORMATION METIERS	1 724 229	1 491 747	1 109 229	615 000	615 000	1 230 296	658 944	422 360	422 360	0	642 925
SECURITE	109 953	169 308	34 953	75 000	75 000	169 308	25 953	69 000	69 000	0	15 000
SI RECHERCHE	25 000	0	0	25 000	25 000	0	0	25 000	25 000	0	0
<b>Total Dépenses</b>	<b>8 344 606</b>	<b>7 757 336</b>	<b>6 579 606</b>	<b>1 765 000</b>	<b>1 765 000</b>	<b>6 513 997</b>	<b>5 780 384</b>	<b>963 360</b>	<b>963 360</b>	<b>0</b>	<b>1 600 862</b>

**Tableau 9**  
**Tableau des opérations pluriannuelles de la direction de la Recherche**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Opérations	Montant de l'opération	AE ouvertes < N	Conso AE < N MAJ 17.11.2025	AE nouvelles ouvertes en 2026	TOTAL des AE ouvertes en 2026	CP ouverts < N	Conso CP < N	CP nouvelles ouvertes en 2026	TOTAL des CP ouvertes en 2026	Restes à engager >= N (AE)	Restes à payer >= N sur AE consommées <=N (CP)
<b>Total Recherche ANR</b>	<b>67 264 221</b>	<b>33 000 618</b>	<b>33 000 618</b>	<b>7 877 183</b>	<b>7 877 183</b>	<b>31 087 819</b>	<b>31 087 819</b>	<b>7 322 567</b>	<b>7 322 567</b>	<b>26 386 420</b>	<b>1 912 799</b>
Ss total personnel	23 980 849	11 783 694	11 783 694	2 812 745	2 812 745	11 783 694	11 783 694	2 812 745	2 812 745	9 384 410	-
Ss total fonctionnement	38 868 200	19 459 169	19 459 169	4 644 866	4 644 866	17 651 410	17 651 410	4 515 870	4 317 830	14 764 165	2 134 795
Ss total investissement	4 415 172	1 757 754	1 757 754	419 573	419 573	1 652 715	1 652 715	390 031	390 031	2 237 846	134 580
<b>Total Recherche AUTRES FIN PUBL</b>	<b>44 037 391</b>	<b>26 112 449</b>	<b>26 112 449</b>	<b>2 429 604</b>	<b>2 429 604</b>	<b>22 901 072</b>	<b>22 901 072</b>	<b>2 251 695</b>	<b>2 251 695</b>	<b>894 789</b>	<b>3 211 377</b>
Ss total personnel	14 813 429	9 270 809	9 270 809	862 592	862 592	9 270 809	9 270 809	862 592	862 592	4 680 027	-
Ss total fonctionnement	24 733 349	14 559 484	14 559 484	1 354 671	1 354 671	11 553 776	11 553 776	1 318 638	1 318 638	8 819 195	3 041 740
Ss total investissement	4 490 612	2 282 156	2 282 156	212 341	212 341	2 076 486	2 076 486	196 792	196 792	1 996 116	221 219
<b>Total Recherche AUTRES FIN PRIVES</b>	<b>13 742 250</b>	<b>5 071 489</b>	<b>5 071 489</b>	<b>1 562 398</b>	<b>1 562 398</b>	<b>4 850 418</b>	<b>4 850 418</b>	<b>1 445 563</b>	<b>1 445 563</b>	<b>1 728 213</b>	<b>221 071</b>
Ss total personnel	5 368 186	2 058 207	2 058 207	634 082	634 082	2 058 207	2 058 207	634 082	634 082	2 675 898	-
Ss total fonctionnement	7 382 089	2 623 350	2 623 350	808 188	808 188	2 598 714	2 598 714	747 752	747 752	3 950 551	174 790
Ss total investissement	991 975	389 933	389 933	120 129	120 129	372 935	372 935	111 145	111 145	481 914	25 981
<b>Total Recherche REGION</b>	<b>8 207 571</b>	<b>6 568 964</b>	<b>6 568 964</b>	<b>948 833</b>	<b>948 833</b>	<b>6 254 885</b>	<b>6 254 885</b>	<b>944 173</b>	<b>944 173</b>	<b>232 598</b>	<b>314 079</b>
Ss total personnel	568 485	376 925	376 925	54 444	54 444	376 925	376 925	54 444	54 444	137 116	-
Ss total fonctionnement	2 930 086	2 112 141	2 112 141	305 081	305 081	2 029 176	2 029 176	303 850	303 850	512 863	84 196
Ss total investissement	4 709 000	4 079 897	4 079 897	589 308	589 308	3 884 827	3 884 827	586 413	586 413	39 795	197 965
<b>Total Recherche EUROPE</b>	<b>10 343 409</b>	<b>2 921 498</b>	<b>2 921 498</b>	<b>445 400</b>	<b>445 400</b>	<b>2 864 779</b>	<b>2 864 779</b>	<b>775 006</b>	<b>775 006</b>	<b>298 882</b>	<b>56 718</b>
Ss total personnel	6 841 238	1 929 798	1 929 798	294 209	294 209	1 929 798	1 929 798	294 209	294 209	4 617 231	-
Ss total fonctionnement	2 478 120	712 893	712 893	108 685	108 685	669 936	669 936	322 919	322 919	1 656 543	171 278
Ss total investissement	1 024 051	278 807	278 807	42 506	42 506	265 046	265 046	157 877	157 877	702 738	101 610
<b>Total Recherche Fléchée</b>	<b>1 610 100</b>	<b>116 598</b>	<b>116 598</b>	<b>376 085</b>	<b>376 085</b>	<b>110 034</b>	<b>110 034</b>	<b>370 006</b>	<b>370 006</b>	<b>969 602</b>	<b>6 564</b>
Ss total personnel	1 261 799	91 375	91 375	294 729	294 729	91 375	91 375	294 729	294 729	875 694	-
Ss total fonctionnement	288 153	20 867	20 867	67 306	67 306	17 461	17 461	67 306	67 306	199 980	3 406
Ss total investissement	60 148	4 356	4 356	14 049	14 049	1 197	1 197	14 049	14 049	41 743	3 158
<b>TOTAL RECHERCHE (dont Non Affectés)</b>											
Ss total personnel	52 833 986	25 510 809	25 510 809	6 004 151	6 004 151	25 510 809	25 510 809	6 004 151	6 004 151	21 319 026	-
Ss total fonctionnement	76 679 998	39 487 904	39 487 904	9 716 376	9 716 376	34 412 733	34 412 733	8 550 411	8 550 411	27 475 718	5 267 650
Ss total investissement	15 690 959	8 792 904	8 792 904	4 260 834	4 260 834	8 253 207	8 253 207	4 260 834	4 260 834	2 637 222	481 293
	<b>145 204 943</b>	<b>73 791 616</b>	<b>73 791 616</b>	<b>19 981 361</b>	<b>19 981 361</b>	<b>68 176 748</b>	<b>68 176 748</b>	<b>18 815 396</b>	<b>18 815 396</b>	<b>51 431 965</b>	<b>5 748 943</b>

Montants non affectés	
Ss total personnel	1 051 350
Ss total fonctionnement	2 427 579
Ss total investissement	2 862 929

Opérations	Montant de l'opération comparable aux dépenses	RE			Restes à encaisser >= N sur RE consommées <=N (RE)
		RE ouvertes < N	Conso RE	RE BI 2026	
<b>Total Recherche ANR</b>	<b>67 264 221</b>	<b>36 744 831</b>	<b>36 744 831</b>	<b>8 331 927</b>	<b>22 187 464</b>
<b>Total Recherche AUTRES FIN PUBL</b>	<b>44 037 391</b>	<b>23 694 717</b>	<b>23 694 717</b>	<b>5 237 537</b>	<b>15 105 136</b>
<b>Total Recherche AUTRES FIN PRIVES</b>	<b>13 742 250</b>	<b>5 019 991</b>	<b>5 019 991</b>	<b>1 742 313</b>	<b>6 979 946</b>
<b>Total Recherche REGION</b>	<b>8 207 571</b>	<b>3 500 927</b>	<b>3 500 927</b>	<b>2 221 333</b>	<b>2 485 311</b>
<b>Total Recherche EUROPE</b>	<b>10 343 409</b>	<b>3 260 531</b>	<b>3 260 531</b>	<b>1 181 200</b>	<b>5 901 678</b>
<b>Total Recherche Fléchée</b>	<b>1 610 100</b>			<b>162 800</b>	<b>1 447 300</b>
	<b>145 204 943</b>	<b>72 220 998</b>	<b>72 220 998</b>	<b>18 877 110</b>	<b>54 106 835</b>
<b>Financement de l'Etat*</b>	1 610 100			162 800	1 447 300
<b>Autres financements publics**</b>	129 852 592	67 201 007	67 201 007	16 971 997	45 679 589
<b>Autres financements***</b>	13 742 250	5 019 991	5 019 991	1 742 313	6 979 946
<b>TOTAL</b>	<b>145 204 943</b>	<b>72 220 998</b>	<b>72 220 998</b>	<b>18 877 110</b>	<b>54 106 835</b>